

**D**éclaration du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, à la suite de la rencontre des premiers ministres à Calgary, Québec, 16 septembre 1997.

---

Il y a bientôt deux ans, l'avant-dernier jour d'octobre 1995, plus de neuf Québécois sur dix quittaient leur domicile pour participer au plus grand exercice démocratique que nous ayons connu. Un référendum sur l'avenir du Québec. Presque un Québécois sur deux était suffisamment confiant dans les capacités de notre peuple, suffisamment mécontent de la place du Québec au Canada, suffisamment opposé au *statu quo* canadien, pour voter en faveur de la souveraineté du Québec, assortie d'une offre de partenariat.

Parmi ceux qui ont appuyé le Non, il y en avait aussi beaucoup qui rejetaient le *statu quo* et qui votaient pour les changements promis par les leaders fédéralistes. Ces électeurs du Non avaient cru aux déclarations d'amour de centaines de milliers de Canadiens et de leurs premiers ministres.

Les électeurs souverainistes et beaucoup de fédéralistes avaient en commun une puissante volonté de changement. On peut résumer en quelques mots leur dénominateur commun : tous ces Québécois souhaitaient une plus grande maîtrise de leurs affaires, donc plus de pouvoirs pour le Québec, et ils souhaitaient la reconnaissance de leur existence comme peuple.

La plupart des électeurs du Non voulaient *plus* de pouvoirs pour le Québec et une reconnaissance par le Canada ; ceux du Oui voulaient *tous* les pouvoirs et une reconnaissance internationale.

Dans les journaux du monde entier, le lendemain de ce vote, on écrivait que le Canada avait reçu un sévère avertissement

et qu'il devait procéder rapidement à des changements majeurs pour satisfaire les Québécois. Faute de quoi, disait-on dans les capitales du monde, le Québec choisirait finalement la souveraineté.

Presque deux ans se sont écoulés depuis, sans changements tangibles. Dimanche dernier, un des vétérans de ces discussions, M. Roy Romanow, premier ministre de la Saskatchewan, le reconnaissait volontiers en déclarant que, face aux Québécois qui proposent la souveraineté, le Canada n'avait rien de neuf à offrir. «*We have nothing*», a-t-il dit, nous avons les mains vides.

Alors, ces premiers ministres du Canada anglais ont passé onze heures ensemble. Ils ont consulté leurs chefs de l'opposition et les politiciens fédéraux. À Calgary, dimanche, chaque premier ministre anglophone était conscient du refus entêté de ses électeurs à toute proposition qui donnerait au Québec des pouvoirs accrus ou un statut spécial. Chaque premier ministre du Canada anglais savait que s'il s'aventurait à proposer de reconnaître l'existence du peuple québécois, il perdrait immédiatement la confiance de ses électeurs.

Péniblement, ensemble, ils ont donc produit un document qui constitue la seule réponse possible du Canada au vote référendaire de 1995. Je ne doute pas que mes collègues du Canada soient allés au bout de leur capacité d'agir, aient étiré jusqu'à l'extrême leur marge de manœuvre. La déclaration de Calgary représente par conséquent le maximum absolu de ce que le Canada peut offrir aux Québécois.

Mais maintenant que nous, électeurs du Québec, avons la réponse maximale du Canada à notre vote référendaire, nous devons nous poser deux questions :

D'abord y a-t-il, dans cette offre, plus de pouvoirs pour le Québec ? Nous, Québécois, serions-nous, pour emprunter le slogan

le plus populaire de notre histoire, davantage « maîtres chez nous » ?

Absolument pas. Au contraire, si cette offre devenait réalité, nous serions moins maîtres chez nous que maintenant. Car pour la première fois dans un document de cette sorte, les premiers ministres invitent le gouvernement fédéral à envahir ce qui nous reste d'autonomie et à s'occuper de nos programmes sociaux. Depuis près de 40 ans, Jean Lesage, Daniel Johnson père, Robert Bourassa, René Lévesque et Jacques Parizeau ont exigé du gouvernement fédéral qu'il nous laisse gérer nos programmes sociaux selon nos priorités québécoises et à notre façon, comme le prévoit le pacte d'origine entre les deux peuples fondateurs, la Constitution de 1867.

Depuis dimanche, les premiers ministres des provinces anglophones proposent exactement le contraire.

Sur les pouvoirs du Québec, c'est tout. Il n'y a rien d'autre. Seulement un recul majeur. Le programme du Parti libéral du Québec, le rapport Allaire, demandait 22 pouvoirs exclusifs pour le Québec, le Canada en offre zéro – pire, il propose en fait de réduire la maîtrise de notre politique familiale ou de santé, de tout ce qui exprime notre solidarité sociale québécoise.

L'accord du Lac Meech était décrit par le premier ministre Robert Bourassa comme les conditions les plus minimales jamais acceptées par le Québec. On y trouvait quand même la capacité pour le Québec de s'occuper d'immigration ou de désigner des juges de la Cour suprême, entre autres choses. D'autres pouvoirs devaient s'ajouter par la suite, lors d'une deuxième ronde de négociations. Aujourd'hui, dans la déclaration de Calgary, rien.

Dans l'accord de Charlottetown, en 1992, les fédéralistes faisaient au moins semblant de nous accorder des pouvoirs. Mais ce que les Québécois ont rejeté alors

comme trop peu, le Canada juge encore aujourd'hui que c'est trop, et il nous suggère aujourd'hui de renoncer à des pouvoirs que nous avons encore.

Deuxième question : Y a-t-il, dans ce document, une reconnaissance de l'existence du peuple québécois ?

C'est ici, je pense, que l'on touche à l'aspect le plus triste de l'histoire des relations entre les Québécois et les Canadiens. Et lorsqu'on demandera, dans quelques années, pourquoi ces deux peuples n'ont pas pu continuer à vivre dans le même régime fédéral, on répondra d'abord et surtout qu'il y avait pénurie de respect et de reconnaissance : on répondra qu'un des deux peuples refusait de reconnaître l'existence de l'autre.

Pourquoi est-il si difficile pour nos voisins canadiens d'utiliser, pour parler de nous, des mots que nous méritons autant que tous les autres peuples du globe ? Tout récemment, le gouvernement britannique reconnaissait la « fière nation historique » d'Écosse. Nous-mêmes, Québécois, avons reconnu formellement les nations autochtones qui vivent au Québec. Et de tout temps, nous avons reconnu l'existence du peuple canadien-anglais.

Mais il y a chez nos voisins un refus viscéral de nous rendre la pareille. Chaque décennie et chaque année qui passe semble durcir ce refus. Et plus le peuple québécois est fort, vibrant, économiquement solide, moins nos voisins veulent nous reconnaître.

Au début, on disait qu'il y avait au Canada deux peuples fondateurs. Dans les années 60, le premier ministre canadien Lester Pearson reculait d'un pas en affirmant que le Québec formait une nation, mais à l'intérieur de la nation canadienne. Dans les années 70, on dilue encore : Ottawa refuse de parler de peuple ou de nation, notre présence étant plus subtilement suggérée par le mot « dualité ».

Dans les années 80, on est descendu encore de plusieurs pas. Finie la dualité, mais certains au Canada anglais étaient encore disposés à nous décrire comme une société distincte. Beaucoup de Québécois pensaient que cette reconnaissance minimale, si elle était assortie de pouvoirs supplémentaires pour le Québec, aurait pu donner lieu à un compromis. Ça n'a pas marché.

Aux élections fédérales, le printemps dernier, les libéraux et les conservateurs ont proposé de reprendre cette expression de société distincte, mais en précisant dans leurs programmes que ça ne voulait absolument rien dire. C'était encore trop pour les électeurs canadiens, et MM. Jean Chrétien et Jean Charest se sont mis à oublier d'en parler lors de leurs tournées électorales dans l'Ouest.

Ces derniers mois, même Daniel Johnson, l'actuel chef libéral du Québec, a lancé la serviette sur le terme « société distincte ». En Ontario, il avait ouvert une sorte de concours, pour trouver d'autres mots, qui ne choqueraient aucun Canadien anglais.

Samedi, avant même la réunion de Calgary, il acceptait déjà ce que le Canada n'avait pas encore proposé. Tout heureux, il annonçait qu'il allait « tirer tout le crédit » pour lui-même et son parti. Il donnait au Canada un extraordinaire chèque en blanc. Quel désolant spectacle ! Le successeur de Jean Lesage jetant la personnalité du Québec en pâture au moins offrant. Et obtenant, en échange, l'aide des politiciens de Toronto, de Frédéricton ou de Saint-Jean (Terre-Neuve) pour sa prochaine campagne électorale au Québec.

C'est la première fois, je pense, qu'un chef de l'opposition du Québec va mendier, au Canada anglais, des appuis pour son parti. M. Johnson est ainsi devenu le candidat officiel du Canada anglais au

poste de premier ministre du Québec. Son programme électoral a été écrit, dimanche dernier, à Calgary, par les provinces anglophones. C'est sa stratégie, c'est le chemin qu'il a choisi. Moi, je préfère définir les intérêts des Québécois, au Québec, avec les femmes et les hommes du Québec.

Quoi qu'il en soit, à l'invitation de M. Johnson et à sa suite, les premiers ministres du Canada anglais ont fouillé dans tous les dictionnaires pour trouver les mots les plus anodins, les plus vides pour nous nommer. Refusant de nous reconnaître comme un peuple ou comme une nation, apeurés même par la coquille vide de la société distincte, les premiers ministres du Canada anglais sont descendus au soubassement, où ils ont trouvé sans doute le terme le plus passe-partout qui soit : le « caractère unique ».

Les premiers ministres canadiens ont une telle volonté de gommer notre existence comme nation qu'ils ont même rebaptisé, dans leur texte, notre institution parlementaire. Nous, nous la nommons fièrement « l'Assemblée nationale ». Mais ils ont fait disparaître le mot, et ils parlent de notre assemblée « législative ». C'est un peu comme s'ils voulaient abolir notre réalité nationale, la faire disparaître.

Mais nous sommes uniques, disent-ils, par la langue de notre majorité, par notre culture et notre tradition de code civil. Et alors ? Qu'est-ce que ça donne ? Qu'est-ce que ça change ? Rien.

Quelle trouvaille ! Les Québécois sont uniques. On a envie d'ajouter : comme tout le monde ! Uniques comme la chorale de Régina ou la rivière aux Escoumins. Uniques comme le Skydome, le Cap Breton, la Labatt Bleue ou Wayne Gretzky.

C'est comme si, au lieu de reconnaître l'existence des nations autochtones du Québec, nous nous serions contentés de décrire leur langue et leurs traditions.

Mais nous les avons reconnues comme nations, ce qui signifie qu'elles existent en tant que collectivités et qu'elles ont des droits. Ce qui signifie que nous les respectons.

Voilà la différence que le Canada fait semblant de ne pas comprendre. Nous ne voulons pas une description des Québécois, les librairies en sont pleines et nous savons ce que nous sommes. Nous voulons être reconnus comme un peuple, car nous sommes capables d'assumer notre destin et notre développement.

Je note d'ailleurs que le texte de Calgary parle sans hésitation des «peuples autochtones», mais pas du peuple québécois.

Je vois aussi qu'on y écrit que notre caractère est tellement unique qu'il est «fondamental pour le bien-être du Canada». Est-ce une façon de dire que nous n'avons pas le droit de quitter le Canada, puisque son bien-être en dépend? Cette expression nous rendrait donc à la fois socialement uniques, mais politiquement eunuques?

Ce qui m'amène à un autre aspect intéressant de ce texte. Vous savez combien le Québec, ces dernières années, s'ouvre sur le monde, multiplie ses relations avec la francophonie mais aussi avec les Américains, les Européens, les Africains et les Asiatiques. Vendredi, dans notre capitale nationale, nous allons recevoir des parlementaires de tous les pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

Nous, Québécois, pensons que c'est notre façon de nous épanouir. À Calgary, ils ne voient pas les choses ainsi. Dans leur texte, ils veulent bien admettre que notre assemblée «législative» et pas nationale protège notre caractère unique, mais seulement «au sein du Canada». Ils ont pris bien soin de n'ouvrir aucune porte sur le monde, de ne reconnaître au

Québec aucun droit de participer à la grande conversation des nations. Tout se tient. Puisque, selon eux, nous ne sommes pas une nation, comment pourrions-nous prétendre à être «inter-national», à parler nous-mêmes aux autres peuples? Cette clause exprime bien la volonté du Canada de nous faire entrer dans le moule, le moule réducteur de l'égalité des provinces. Elle exprime bien une volonté de décrire la différence québécoise comme quelque chose de passéiste et de folklorique qui ne doit avoir aucune conséquence pour notre avenir.

Le Québec d'aujourd'hui, c'est bien plus que le code civil et la langue. C'est un carrefour entre les civilisations américaines et françaises; c'est une capitale qui vit au rythme des Amériques; c'est une métropole qui compte une plus grande proportion d'emplois de haute technologie que toute autre ville du continent; c'est une culture francophone de plus en plus riche de ses métissages et de son contact avec l'étranger; c'est une économie désormais nettement plus forte de ses ventes internationales que de ses échanges avec le Canada.

Le Québec, tous les jours et de mille façons, est en train de venir au monde. À Calgary, on voudrait l'enfermer dans son passé.

Plus on l'examine, plus on voit que le texte de nos voisins canadiens nous rapetisse, nous comprime, nous réduit. L'ambition du Canada, c'est que le Québec ne soit pas ambitieux.

Il y a deux ans, 49,4% des Québécois ont voté Oui à la souveraineté, et ce coup de tonnerre n'a pas suffi à nous valoir le respect et la reconnaissance, encore moins la maîtrise de nos affaires. Il y a deux ans, nous avons mobilisé toutes nos forces pour lancer à nos voisins le plus grand appel au changement de notre histoire.

Dimanche à Calgary, les premiers ministres ont été clairs. Le Canada n'effectuera aucun des changements souhaités par les Québécois. M. Harris, de l'Ontario, a été on ne peut plus net : « Nous n'offrons rien de spécifique », a-t-il dit.

Ainsi, les premiers ministres ont démontré sans l'ombre d'un doute que si les Québécois veulent être reconnus comme le peuple qu'ils sont, s'ils veulent maîtriser leur destin, ils n'ont qu'un moyen d'y arriver, c'est de voter pour la souveraineté, la prochaine fois, à la majorité.

Alors pendant que les citoyens du Canada anglais débattront entre eux à savoir si l'offre de Calgary est suffisamment banale à leur goût, nous, au Québec, nous

continuerons à accomplir les tâches que nous nous sommes collectivement données : créer de l'emploi pour les Québécois, nous occuper de santé et d'éducation, améliorer les conditions des familles du Québec, éliminer une fois pour toutes le déficit pour arrêter d'endetter nos jeunes.

Sans nous laisser dévier de nos objectifs, nous allons continuer à défendre la démocratie et les institutions québécoises. Nous le faisons pour le bien du Québec, mais aussi pour préparer le peuple québécois aux grands défis qui l'attendent. Bientôt mieux outillé pour faire face à l'avenir, il aura l'occasion de se reconnaître lui-même en devenant enfin, sereinement et souverainement, maître de son destin et présent au monde.

Source : Notes pour un point de presse.